



ANNEXE – USINE GARDANNE APRES 120 ANS DE PRODUCTION.

Responsabilité sociétale, intégrité, honnêteté et équité.

Slogan que l'on retrouve sur le site Altéo (la Loupe du 01/09/2017).

UCL : **L'obligation de subir nous donne le droit de savoir** (Jean Rostand).

Masse d'informations disparates, les raisons de nos ignorances, mais pas trop.

Pechiney au final dépecer, l'entreprise à qui l'on ne pouvait rien refuser.

Un siècle, d'intérêts multiples, une industrie qui a permis des avancées technologiques, le process industriel « Bayer » aujourd'hui prouve ses limites.

Gardanne une PME, au chiffre d'affaires de moins de 250 millions € des pertes récurrentes de plus de 20 ans et le démantèlement du groupe Pechiney.

L'emploi, la protection de l'environnement et de la santé humaine nos interpellations limitées par nos faibles moyens mais fort de nos connaissances.

Les décisions de justice des encouragements à la sincérité de nos actions.

Une situation complexe aux conséquences multiples et qui n'a que trop duré, inadaptée à la structuration du marché de l'aluminium dominé par 3 ou 5 groupes, à l'évidence Gardanne n'a plus son mot à dire face aux multinationales.

Les investisseurs apparents, occultes, financiers ne sont pas des « amateurs », les relais dont ils disposent imposent leurs lois.

mp

1.Volet judiciaire, la situation suite saisine UCL, une rude bataille.

La Cour Administrative d'Appel de Marseille le 20/07/2018 a imposé la date du 31/12/2019 en cause 6 valeurs et paramètres à respecter pour les rejets en mer (arsenic, aluminium, fer, pH, DCO et DBO 5) réformant ainsi l'arrêté préfectoral du 28/12/2015. L'Autorité préfectorale peut-elle passer outre ? Notre question.

L'impact de 82 polluants encore présent dans les effluents, déchets, aux effets toxiques et nocifs connus sur l'humain comme pour la flore et la faune est passé par pertes et profits, les traitements sont largement insuffisants malgré l'intervention des experts mandatés par l'Etat pour masquer les réalités.

Confirmation de nos positions par le tribunal Administratif, jugement du 25/01/2019. Altéo acculé a quand même déposé une nouvelle requête en juillet 2019 « demande de sursis à exécution du jugement » :

- Le dépôt des conclusions a été fixé au 06/12/2019 pour un jugement au cours du 1 semestre 2020 probablement.
- Les pièces communiquées par l'usine aux juges et qui ne figurent pas dans celles de la Commission, attestent depuis plus d'un an qu'à la date du 01/01/2020 qu'il ne pourra pas être respecté en situation réelle.

Nos saisines dès le 21/01/2016 afin que ne se reproduise pas les choix funestes, pour l'environnement, la flore et la faune marine, poussières de la décharge.

Le point de la situation juridique a été adressé en préfecture le 14/10/2019 tout comme au ministre Mme. Borne. Le 05/11/2019 Aucune réponse.

Le manque d'écoute de nos autorités, les raisons de nos actions judiciaires et recours auprès de diverses instances en cours d'examen. Nous attendons.

1/Commission Européenne dès le 01/02/2017 pour infractions à 6 Directives, dossier EUP Pilot 2017 n° 9133 :

- 2006/21/CE déchets de l'industrie extractive.
- 2008/10/CE modifiée 2013/39/UE du 16/12/2008. Anciennement cadre sur l'eau du 23/10/2000.
- 92/43/CEE du 21/05/1992 dite habitats.
- 2010/75/ du 24/11/2010 émissions industrielles DEI.
- Demande d'informations sur les déchets solides déposés à Mangegarri et liquides en mer.

Suit de nombreux échanges par mails et courriers, celui du 17/09/2019 :

« Un délai suffisant a été laissé aux autorités françaises. Nous attendons donc les réponses de la France dans **le mois qui vient** avant de nous prononcer sur les suites à donner à ce dossier. Nous ne manquerons pas de vous tenir informé ».

Celui du 29/11/2019 :

Les services de la Commission sont en cours d'analyse des dernières réponses apportées par la France.

L'ensemble du dossier devrait être finalisé au cours du 1 trimestre 2020.

2.Conséquences et actionnariats successifs.

Une usine qui a changé à de nombreuses reprises de propriétaires mais la même ligne de conduite l'importation du minerai de Guinée. Dès 1973 Pechiney envisageait l'abandon de la partie rouge de l'usine avec ses conséquences.

Une décision strictement financière pour ne rien changé a été prise, la protection d'intérêts particuliers, le choix.

Deux hommes de Rothschild n'hésiteront pas à s'engager, deux institutions financières détiennent directement ou indirectement 70 % des filières :

- Construction de la canalisation vers Cassis, G. Pompidou signera la DUP en 1966 en imposant aux populations les désirs de Pechiney avec l'appui inconditionnel de nos autorités.
 - o Alors que le traitement de la partie rouge pouvait être abandonnée
- Question au gouvernement au ministre des finances M. Macron qui ne répondra pas en janvier 2016 :
 - o Conditions et modalités paiements de l'achat du minerai.
 - o Son successeur M. Sapin 17 mois après imposera « secret fiscal ».

Le montage de 2012 par le Fonds HIG Miami, il apparaît probable à la lecture des documents que RTA est omniprésent :

- Achat de 4 usines 3 ont été vendues au 01/01/2017.
 - o Manque de profits et conditions du portage financier de 2012.

Gardanne est isolé, à la merci des décisions de RTA, les promesses n'ont pas été tenue, la constitution d'un groupe une utopie, les évidences capitalistiques.

Alteo ne présente peu de patrimoine négociable, des installations vétustes, absence de provision environnementales, licences, brevets, process appartiennent pour l'essentiel directement ou indirectement à RTA.

Une coquille vide... l'héritage de Pechiney à qui l'on ne pouvait rien refuser.

3. Technologie biologique au 30/06/2020.

Contrat construction exploitation pour Veolia.

Avez-vous une demande de dérogation à instruire pour Alteo depuis qu'elle date ? Etes-vous le garant du respect des dates contractuelles

- Le planning du contrat avec Véolia (PJ) **non daté**, enregistré à la CAA de Marseille le 22/07/2019.
 - o Signature de la commande 18/04/2019.
 - o Permis de construire et livraison de l'ouvrage 31/12/2019.
 - o Constat de fin de construction, 18/02/2020
 - o Aucune certitude sur la garantie de fonctionnement au 30/06/2020 autre que la date de réception afin de respecter des paramètres.
- Le rapport du BRGM de décembre 2018 n° 68 495-FR indique que le choix technologique n'est pas encore retenu.
 - o Le BRGM a-t-il été consulté pour le contrat Veolia intervenu après ?
 - Aucun document ne l'atteste.

Certification de l'activité de l'usine, en date du 18/09/2019 UCI a sollicité M. le préfet afin d'obtenir les documents de certification ISO 9001 et 14001 au regard de différents incidents survenus. Aucune réponse.

4.Rejets en mer les déchets solides, les effluents liquides.

L'exemple de passe droits, des décisions sur mesure qui ne traite pas les citoyens à égalité pour la fixation des redevances de TGPA.

- 13 millions d'euros en 2013 et 300 000. € en 2018.

Le législateur fixe la redevance pollueur/payeur spécial pour Alteo :

- Taxe dû lorsque le rejet se situe en deçà de 250 m. et à 5 km des côtes.
 - o Réalité, profondeur 320 m. distance 7,7 km des côtes.
 - Du sur mesure à l'évidence.
 - Diverses mesures favorables en 2006 (Loi sur l'eau) et 2015 aménagements des procédures. Aucun effet sur les comptes ?

Nos institutions ont permis, rapport 2015 de l'ANSES qui fait état d'un calcul appliqué aux pourcentages au regard du volume d'eau on s'aperçoit que les métaux lourds toxiques, nocifs sont considérables les rapports d'exploitation de l'industriel à l'évidence minimise les réalités :

- Depuis 1966, à minima 30 millions de t. **de boues rouges solides** chargées en soude, pour la seule l'année 2013, rejet estimé 180 000 t :
- 12 000 t. d'oxyde d'aluminium, 26 t. de vanadium, 17 000 t. de titane, 4 t. de d'arsenic et molybdène, 321 t. de chrome, 30 kg de plomb, 8 kg pour le cadmium, 49000 t. de fer, 15 t. de zinc, 13 t. de plomb, 7 t de cuivre, 7 t. de nickel et 0,33 t. d'arsenic...
- Concentration importante de radionucléides, uranium 238, thorium 232 et leurs éléments descendants.
- Densité supérieure à l'eau de mer explique l'écoulement dans le canyon de Cassidaigne vers les grands fonds, 2500 km² sont impactés, écotoxicité, altérations génétiques sur le développement des larves

Au 01/01/2016, les rejets en mer **liquide** :

- A raison de 270 m³ heure, l'impact par rapport au nouvelle fraction liquide, densité plus faible que l'eau de mer, tendance de remontée en surface et à être dispersées par les vents et courants sur l'ensemble de la partie marine protégée du Parc et au-delà.
 - o Les technologies, filtre presse, CO 2 entretienne de faux espoirs de pollution zéro ce qui est clairement identifié par nos analyses.
- Un principe élémentaire de physique, une canalisation chaude (en été) le refroidissement de l'eau à 12/13 degrés est impossible.
- N'est pas tenu compte des concentrations le long de la chaine alimentaire.
 - o Les constatations du professeur Augier sont disponibles.

Un sacré cocktail qui impact la mortalité et le développent des larves qui plus ait dans un Parc National à la réglementation théoriquement strict, ces sujets ont été longuement développés par nos différentes communications.

3 braconniers au tableau de chasse du Parc un beau bilan qui n'efface pas les conséquences de la bioaccumulations croissante de polluants le long de la chaine alimentaire, les pollutions, l'impact sur la faune et la flore marine ce qui ne préoccupe pas les responsables du Parc.

Les autorités du Parc sont discréditées en ne prenant pas les mesures qui s'imposent, ils disposent des moyens financiers à réaliser les expertises permettant de s'assurer de la qualité des rejets.

5/Décharge de Mangegarri.

Des dépôts de plus d'un siècle, plus de 6 millions de M3 de déchets à minima avec des exploitants successifs, multiples qui tentent de s'exonérer de responsabilités collectives et des coûts de remise en état du site.

Ce qui posent la question du respect :

- Code de l'Environnement R 512-39-1.
- Son application, Arrêt Conseil d'Etat du 09/11/2015 n° 369236 concernant l'obligation du débiteur d'une remise en état du site dans le cadre ICPE en présence d'un apport partiel d'actif (le cas Alteo).
- - Arrêt Conseil d'Etat du 13/11/2019, les obligations de l'Etat/ICPE.

L'absence de provision pour dépollution et démantèlement est confirmée dans la présentation des comptes sociaux déposés aux greffes du Tribunal de Commerce.

La caution de 7 335 000 euros, souligne l'inadéquation de la réglementation ICPE aux réalités du coût d'un démantèlement.

A souligner le dépôt de plainte contre X par 8 plaignants pour mise en danger de la vie d'autrui. Information ouverte en février 2019 par le TGI de Marseille via son pôle santé sur la période 21/06/2012 à juillet 2018 auprès du procureur.

Statut ICPE, arrêté préfectoral du 11/11/2012 pour une période de 14 ans du 08/06/2007 au 08/06/2021, notre note UCL du 26/11/2018 :

- Stockage non dangereux, non inertes. Alors que l'extraction de l'alumine :
 - o Mélange de la soude à haute température et sous forte pression.
 - o Après séparation chimique la bauxite produit :
 - 45 % d'alumine, 30 % de résidu de bauxite, 20 % d'eau chimique et 5 % d'humidité.
 - o La liqueur qui en résulte est purifiée avant d'être diluée, puis refroidie ce qui provoque la précipitation d'oxyde d'aluminium hydraté qui une fois calcinée pour obtenir sous forme de poudre blanche qui est récupérée à 90 %.

Les chiffres, 1 million de tonnes an pour l'achat de minerai, avec 2 t. de minerai on obtient 1 t. d'alumines et 1 t. de déchets.

Echéance de l'autorisation juin 2021.

L'ordre du jour de la Commission prévoit la préparation d'un dossier de renouvellement de l'autorisation avec dépôt courant 2020.

La municipalité par l'intermédiaire de son maire en exercice c'est prononcé à trois reprises pour s'opposer au renouvellement de 2021, ses propos :

- Réunion publique ADSB (association La Salle Bouc Bel Air) le 05/10/2019.
 - o « On peut se tromper et changer d'idées » dont acte.

- Venant de l'ancien questeur qui a permis une réduction de la TGPA de près de 11 millions d'euros, la décision n'a que plus de valeur.
- Même démarche à moi-même lors d'une rencontre fortuite le même jour.

En mairie de Simiane Collongue le 06/12/2018, en présence des deux maires il a été convenu l'opposition à ce qu'il soit imposé la continuation de l'activité en décharge sur la commune de Bouc Bel Air.

L'association Bouc Bel Air Environnement a remis un dossier complet à M. le Préfet après de nombreux courriers et mails restés sans réponse, dangereux de la bauxaline, par Gilles Benita et son épouse des chimistes.

Le résultat : **Un déchet dangereux non inerte, écotoxique.**

Arnaque scientifique par rapport aux réalités afin d'autoriser les dépôts :

- La bauxaline modifiée par neutralisation n'est pas écotoxique et serait donc un déchet non dangereux.
- Les tests réalisés et retenus l'ont été sur de la bauxaline modifiée par neutralisation dans les conclusions du rapport de l'Ineris alors qu'il ne s'agit aucunement de celui stocké à Mangegarri ?
- P. Pandard expérimentateur conclu, les essais de dilutions peuvent être répétés avec ajustement de ph. Pour obtenir la survie des organismes.
 - Cela conduit qu'à des conclusions partielles qui ne démontre en aucun cas la non-écotoxicité de l'échantillon brut tel que stocké.
 - Un autre déchet est présent celui des floculats receuillant les polluants des effluents avant rejet en mer.
 - Il n'est pas listé par les autorités pour le site de la décharge.

En clair le stockage de la bauxaline en l'état ne peut pas être autorisé.

Précisions administratives :

Statuts des terrains :

- Relevé propriété, commune de Bouc Bel Air, SAS Aluminium Pechiney, (filiale à 100 % de Rio Tinto Alcan), superficie 147 ha 78 ares 20 cent. Ce que confirme l'acte notarié du 31/07/2012 organisant la cession.

Après interrogation de la publicité foncière à Aix en Provence, à l'époque rejet de l'acte le 21/01/2013 sans qu'il soit possible d'obtenir le motif.

Direction des impôts saisi, aucune réponse.

PLU de la commune publiée le 11/10/2011 approuvée le 20/12/2012 révision le 11/07/2014, objectif à 15 ans (2030) gestion des risques, intégrer les enjeux environnementaux, assurer la préservation des espaces d'intérêts écologiques.

PLU révision générale mise à jour, arrêté n° 2016-085 du 05/09/2016 :

- Classement décharge, espaces naturels, secteur NP (pages 140 à 150).

PLU révision n° 4 enquête publique close le 11/10/2019.

PLUI, territoire Pays d'Aix en cours de concertation.

Ce que l'on trouve en décharge :

Les tonnages déversés ont permis un remblai de 2 vallons sur une hauteur de 47 mètres les estimations sont aléatoires pour la durée, il est retenu 6 millions de m3 rapporté à une densité de 2 soit 12 millions de tonnes voir beaucoup plus.

Il est probable que toutes une série de déchets et de terres rares s'y trouvent.

UCL a communiqué aux autorités :

- Les normes, référence et danger de la bauxaline en date du 25/10/2019.
- Pris connaissance du rapport Ineris 09/04/2018 n° 17- 167841 – 10876 B « classement en dangerosité » de la bauxaline :
 - o Préambule qui en dit long : « la responsabilité de l'Ineris ne pourra être engagée si les informations qui lui ont été communiquées sont incomplètes ou erronées ».

Tout est dit. **Nous contestons les conclusions** sur la non dangerosité. Nous demandons une contre-expertise et l'audition des 3 signataires du rapport afin de vérifier l'absence de pressions et les protocoles retenus pour les prélèvements.

Ce qui est avéré, présence de radio activité, plomb etc. dans les boues rouges :

- Retour de chargements destiné à l'entreprise CELSA à Bayonne alors que le préfet des Landes considère que la bauxaline est radioactive, avec une qualification réglementaire de déchets, évacuation et retour à Gardanne.
 - o Dans le 13 la réglementation serait-elle adaptable M. le Préfet ?

Le rapport complet de la CRIIRAD n° 14-57 du 10/12/2014 précise :

- o Les insuffisances méthodologiques du rapport ALGADE de 2006 ne permet pas de conclure que l'exposition du public soumis au dépôt de boues de type « bauxaline » de mangegarri reste en dessous du dixième de milliSievert.
- o Les évaluations, ALGADE 2006, BURGEAP 2011, ANTEA 2013 n'intègrent pas les risques liés à la synergie entre impacts radiologiques et chimiques. Or ce produit contient de l'aluminium, du chrome, du titane, de l'arsenic, du cadmium, du vanadium, etc.
- o Le risque de cancers même à faible dose avéré.
- o La radioactivité et ses conséquence éternelle à l'échelle humaine,

Les enjeux des terres rares :

Et pourquoi pas, l'avenir financier d'investisseurs avisés.

La réorganisation du traitement des déchets ménagers de la métropole permettra à l'économie circulaire de se distinguer

Ecouler les résidus de toutes sortes que nos collectivités payeront sans rechigner alors que pour les sites, la charge est conjointe pour Altéo.

Pour : RTA la tentation de vendre le site de la décharge serait une opportunité de sortie pour une usine en manque de rentabilité, propriétaire du terrain n'ayant

pas rempli ses obligations de provisions pour démantèlement du site dans ses comptes ?

Réalisation d'une usine d'extraction sur place après 1 siècle de stockage, deux procédés cohabitent celui d'Orbite et de l'Usine d'Athènes.

Un pactole qui ne peut que faire « saliver » des actionnaires ce qui permet 100 % de la technologie électronique, 90 % du marché est détenu par la chine.

Valorisation des matières en plein boom sur un laps de temps court.

HIG actionnaire unique d'Altéo, un investissement judicieux dans le marché du recyclage industriel en juillet 2017 ce qui n'est que pure coïncidence ?

- Prise de participation de 49 % du holding Guy Dauphin Environnement (GDE) détenu par la discrète holding néerlandaise ECORE.
- Spécialité traitement des déchets industriels en décharges.

Ce qui s'y trouve en kilo :

Scandium 135 mg Cerium 650 mg Salmarium 65 mg
Lanthane 500 mg Néodyme 250 m Tantale 10 mg
Tenpium 10 mg, Lutecium 5 mg, un marché Gallium, Coltam, L'yttrium.

Quelques prix, platine 38 €/g – palladium 15 €/g – rhodium 31€/g. iridium 26 €/g.

Scandium, exemple, un métal gris-blanc, mou et très léger, intégré dans un alliage il renforce la résistance et la durabilité, ailettes de missiles, cadres de vélo, clubs de golf, dans l'industrie aérospatiale, le raffinage de pétrole, lampes électriques etc.

Consommation faible 10 tonnes an, le gramme de métal pur vaut 120/150 €.

Aluminium Grèce traite 700 000 t. an de boues rouge, extraction 10 % de la demande Européenne en terres rares, un marché à conquérir.

Comment récupérer des ressources précieuses à partir de déchets industriels, ces éléments modifient radicalement les propriétés des matériaux.

En cours de développement, les objectifs d'un projet européen de recherches pour trouver un moyen peu coûteux d'extraire ces éléments précieux afin d'atténuer l'indépendance de l'Europe à l'égard des terres rares importées.

Les opérations de certification des comptes sociaux précisent :

- Caution bancaire de 7 235 000. € émise dans le cadre de l'autorisation d'exploiter le site de stockage de résidus.
 - o Renouvelée pour 5 ans en 2018 pour 7 335 000. €
- Les risques couverts par cette caution ne sont pas supportés par la société mais à la charge d'un tiers dans le cadre d'une garantie environnementale.
 - o Ce texte figure en 2016, précisions non reprises en 2017 et 2018 suite à nos différentes publications probablement.
- Pouvez-vous préciser qui M. le préfet ?

6.Certification des comptes sociaux de 2013 à 2018 :

L'obligation de publication des comptes sociaux n'étaient pas respecté, notre relance auprès du greffe le 23/08/2015 a permis de régulariser la situation.

A la réception des pièces nous avons été étonnés du manque de rentabilité, de la petitesse des chiffres pour une firme qui se présente comme une multinationale.

De plus, l'usine, ne paie pas l'ensemble des coûts naturellement à sa charge.

Mieux elle a transmis un déficit fiscal à Altéo Holding de 11 millions d'euros

Rubriques/ Années	2013	2014	2015
Chiffres d'affaires export	155.983.600.	155.299.461.	162.506.596.
Chiffre d'affaires France	48.558.600.	49. 837.773.	49.040.864.
La France représente	24 %	24 %	23 %
Résultat d'exploitation	- 13.091.700	- 13.141.194.	- 13. 670.637.
Résultat net bilan	- 11.648.900.	- 13.714.476.	- 12.002.506.

Rubriques/ Années	2016	2017	2018
Chiffre d'affaires export	206.688.323.	219.897.192.	243.015.048.
Chiffre d'affaires France	43.247.948.	45. 626.76.	46.017.338.
La France représente	21 %	21 %	19 %
Résultat d'exploitation	-16.140.431.	-8.555.604.	5.364.129.
Résultat net bilan	-14.593.039.	8. 419.343.	2.691.108.

Nota :

Ces chiffres ne reflètent pas la réalité économique, la présentation des comptes tronquée pour des montants conséquents, le favoritisme fonctionne à plein ce qui est très étonnant en l'état du dossier et de l'ensemble de ses « facettes ».

- Redevance sur l'eau baisse de plus de 11 millions par rapport à 2012.
- Coût de décharges à terre comme en mer gratuit.
- - Aides publiques englouties, l'actif brevets, licences se trouve chez RTA.
- Etc. voir nos publications.

Les aides publiques versées par l'Agence de l'eau s'élèvent :

- Mail du 12/11/2018 16 212 106.00
- Process biologique 22/10/2019 2 293.000.00

Au total pour la seule Agence on atteint 18,5 sans compter l'ensemble des autres subventions obtenues.

-Pertes d'exploitation, la mesure de l'activité : 59 235 437.00

- Report à nouveau déficit 45 085 508, 04
- Reprise de l'abandon de créance par Alteo Holding globalement de 25 498 348 euros, assortie d'une clause de retour à meilleure fortune. Imputable sur l'exercice 2017 pour 13 498 348 euros.
 - En contrepartie le financement par Altéo holding s'affaiblit.
- Ce qui explique le différentiel entre les pertes d'exploitation et le résultat positif du bilan. Pour 2018, la résolution des 50 % restant n'est pas acté.
- Chiffre d'affaires modeste, moins de 250 millions €.
- Le marché français ne représente que 20 %
- Une amélioration du résultat d'exploitation de 14 millions €. En 2018 en trompe l'œil, opération strictement capitalistique.

Les aides publiques obtenues, 20 millions et leur utilisation posent questions.

Malgré des éléments favorables en cadeaux, le niveau des résultats affligeants :

- Redevance sur l'eau, diminution de plus de 11 millions € an depuis 2012.
- Décharges à terre comme en mer quasi gratuites.
- Aucune provision pour démantèlement et dépollution ni de transfert par les utilisateurs précédents des sites obligation dernier exploitant.
 - Estimation à parfaire par les autorités, à partir du chiffre ancien de 200 millions € (A. Montebourg).
- Aides publiques à hauteur de 20 millions d'euros, le solde dû à la collectivité au 31/12/2018 en cas de cessation d'activité, solde de 9 millions €.
- Pertes chroniques depuis plus 20 ans au niveau résultat d'exploitation souligne un ensemble de décisions néfaste à l'entreprise.
 - Le coût d'approvisionnement du minerai de Guinée 50 € la tonne.

En défaveur :

- Charges indues vraisemblables, modalités et conditions d'achats du minerai le contrat d'approvisionnement à long terme conserve ses mystères.
- Un changement des conditions d'achats du minerai pour diverses raisons, Gardanne seule ne pèse aucun poids. Le prix celui de RTA.

Les obligations légales :

- Alteo, SASU pouvant être concerné par la perte de la moitié du capital social ce qui rend obligatoire une déclaration auprès du tribunal de Commerce qui aura à statuer en fonction des éléments qui seront présentés.
- Capitaux propres, capital **60 000 000 d'euros**.
- Report à nouveau déficitaire – 45 085 508 d'euros.
- Subventions investissement + 9 377 995 d'euros (Solde Agence de l'Eau).
- Provisions réglementées + 8 972 629 d'euros.
 - Total capitaux propres **33 265 116 d'euros**.

Résultat 55 %. Alteo serait dans l'obligation de se mettre sous la protection de la justice.

Les aides de l'Agence de l'Eau permettent d'améliorer le ratio ainsi que l'abandon de créance de 2017 par Altéo holding de 13 498 348.00.

Prime d'émission, une technique purement capitalistique a été évalué à 20 974 943 euros, lors de l'acquisition de 2012.

- Permet d'améliorer le ratio, son utilisation à la discrétion et prérogative de l'associé unique Alteo Holding/ HIG en fonction des objectifs de bilan.

Ce n'est ni un bénéfice ni une réserve mais un supplément d'apport laissé libre :

- L'utilisation n'est réglée par aucun texte mais par les clauses des statuts.
- La part d'apports des investisseurs pour entrer au capital.
- Le remboursement de la prime, les termes de disponibilités. Son utilisation :
 - o Apurement des pertes, ou distribution aux associés (Altéo holding).
 - o Décision d'incorporation au capital, la seule décision et opportunités d'Altéo Holding engendrant une modification des statuts.

En tenant compte de la prime d'émission, les capitaux propres couvrent **90 %** ce qui apparaît plus que satisfaisant en première lecture.

Les enjeux et menaces sont considérables, le seuil de 50 % conduit à une déclaration de cessation d'activité. Par exemple Altéo Holding peut décider de se verser la prime d'émission, elle disparaît et en ce cas on est très au-dessus du seuil de 50 %.

En conséquence, les autorités et les syndicats se doivent d'obtenir des garanties, l'avenir ne reposant que sur le seul choix de l'associé unique :

- Reconstitution des capitaux propres, compenser les pertes depuis 2012.

Le montant à souscrire, autour de 50 millions d'euros ce qui apparaît cohérent.

- La Loi impose une procédure d'avertissements des tiers et de reconstitutions des fonds propres (Article L 225-248 du Code de Commerce).
- Dans les 4 mois, convocations des Assemblées pour se prononcer sur l'avenir de la société, choisir entre la dissolution ou la poursuite de l'activité.

L'analyse des fonds propres démontre le besoin d'apports de capitaux complémentaires afin d'assurer, démontrer la capacité et la volonté d'Altéo à conserver l'usine.

Afin que nulle contestation ne prospère les Autorités devraient appliquer les règles de prudence pour approfondir la situation des comptes sociaux.

Nos précisions pourraient s'avérer utiles, nous demandons à ce que M. le préfet saisisse les services de la DNEF ainsi que la DRIF pour un contrôle fiscal et comptable approfondi permettant d'apprécier la situation financière de l'usine.

Un signe devrait alerter, l'amende publiée par DIRRECTE (préfet) de 182 000 euros pour récidive en matière de retard de paiements de fournisseurs.

Faute d'obligations précises, du respect d'un calendrier on se doit d'étudier une reconversion de l'usine en abandonnant « le rouge » par exemple et on ne parle pas d'assurer un éventuel développement.

Faute de garde-fou l'on constate où cela à mener : Pechiney 2003, achat par Alcan et la suite... elle est déjà écrite nos investisseurs ne font pas dans le social et la philanthropie.

7. Les aides publiques :

Au 12/11/2018 suivant mail de l'Agence de l'Eau le montant des subventions s'élève à 16 212 106 € auquel s'ajoute 2 293 000 € pour le process technologie biologie afin de traiter DCO et DBO 5 du 22/10/2019 commission des aides.

Notre mail de demande d'information du 21/11/2019 nous avons appris en retour l'accord ci-dessus en date du 25/11/2019.

TGPA, écotoxicité, la redevance payée à l'Agence Rhône méditerranée a baissé de plus de 11 millions d'euros suite amendement du questeur R. Mallié actuel maire de Bouc bel Air lors de la Loi de finance 2012.

L'acte notarié du 31/07/2012 indiquait qu'au-delà de 3,5 millions d'euros la fermeture de l'usine devenait à l'ordre du jour. En clair dans le texte.

La Cour des Comptes dans son rapport 2015 a épinglé l'artifice qui a permis de revenir sur la taxation en arguant de façon fallacieuse que la redevance toxicité s'appliquait, distance inférieure à 5 km et à moins de 250 m. Depuis 1966 personne n'ignore que la distance est de 7,7 km, profondeur 320 m.

- Objet d'une question au Gouvernement n° 99 755 du 11/10/2016 du député Prémat. Sans réponse.

Loi de finance 2017, dépôt par O. Faure, amendement retiré.

Un traitement de faveur pour Alteo, une redevance basée sur le volume rejeté en polluants organiques traditionnels mais aussi les matières en suspension. Sont pris aussi en compte la toxicité aiguë, 8 métaux et métalloïdes (arsenic, cadmium, chrome, nickel, cuivre, mercure ainsi que les nitrites, la température des rejets et depuis 2016 des substances dangereuses pour l'environnement (16)

Depuis 2015 une aubaine se présente à Alteo un changement de méthodologie dans le calcul, l'application du plafonnement spécifique permet d'abaisser la redevance déjà fortement diminuer de 1,8 millions € à 300 000 €.

De plus le taux appliqué par l'Agence de l'eau est 30 fois inférieur au plafond fixé pour la toxicité aiguë.

On peut continuer à polluer sans aucune retenue.

Une misère qui rend totalement inutiles les obligations de zéro pollution.

A quoi bon investir dès lors que la mer et la décharge sont quasi gratuites ?

8. Bauxite, alumine, aluminium, le marché trouble de la francafrique peu accessible aux citoyens.

L'éthique ne se déclare pas elle s'assume, pourquoi se cacher ainsi derrière le secret des affaires ou le secret fiscal ? La raison d'Etat, la protection de l'accès aux ressources naturelles en Afrique.

L'opacité de cette organisation n'est pas accessible aux citoyens.

Les réalités font que ce dossier tentaculaire ne peut à ce jour se régler, en cause la faiblesse de l'Etat français qui favorise le régime Guinéen et ses dérives en permettant la politique de royalties sur toute tonnes extraites.

La Guinée se concentrait uniquement sur l'exportation du minerai, le syndrome des mines sans développement, ce pays s'active en modifiant sa politique :

2 -ème exportateur avec plus de 20 millions de t. dont 1 pour Gardanne.

Le Gouvernement via Halco Mining of Delaware (USA) possède 49 % de la structure. Chaque tonne de minerai vendue prospère en termes de royalties.

En cause :

- Les ratés d'une élite locale prédatrice qui a structuré, organisé les circuits financiers avec l'aval plus que probable de nos autorités.
 - o Malgré les richesses de son sous-sol, population de 11 millions, 55 % vivent sous le seuil de pauvreté soit moins de 1 \$ jour (ONU).
 - o L'ONG Transparency International classe la Guinée parmi les pays où la perception de la corruption est la plus forte, indice 150/175.
- Intérêts de la France :
 - o En matière de défense militaire avec clauses secrètes ce qui permet l'accès aux richesses, bauxite, fer, or, diamants et uranium.
 - o Stratégie des réseaux de la francafrique suite décolonisation de 1958 afin de garantir l'influence de dirigeants amis de la France.
 - o Pechiney et les multinationales jouissent d'une liberté d'actions.
- HIG Miami, fonds d'investissements, l'actionnaire à 100 % d'Alteo fournit les capitaux, les prêteurs sont confidentiels.

La cession de 2012 par Rio Tinto Alcan réalisée par des conseillers de haut niveau spécialiste de ce type de montage, cascades d'engagements spécifiques par le bais de sociétés, holding, Fonds d'investissements contribue à l'opacité.

Une pyramide écran de fumée, nos autorités complaisantes feignent d'ignorer.

- RTA le vendeur masqué a payé au titre d'honoraires d'intermédiaires 32 millions de \$ payable en 4 annuités.
- L'acheteur le Fonds d'Investissements HIG basé à Miami (US) et dont l'origine des fonds est inconnue. L'esprit de ce type de fonds.

- Annonce publique d'une durée de 5 ans, échéance 2017.
- Cette acquisition se comprenait, constitution d'un groupe de 4 usines. Au 01/01/2017, 3 sont vendues dans le respect de la stratégie. Sauf que Gardanne reste seule, son avenir ?
- Cela s'accompagne d'une réduction de capital de 44 625 059 €.
- Reprise à hauteur de la valeur des stocks, minerai, soude, etc. aucune valorisation intrinsèque des biens de l'usine achetée par HIG.
- Mieux restent propriété de Rio Tinto Alcan :
 - Les terrains de l'usine et de la décharge.
 - La canalisation.
 - L'ensemble des brevets sources INPI
 - Les conditions et modalités d'achats du minerai de bauxite via des contrats à long terme suite convention signée le 01/10/1963 par Pechiney avec Harvey Mining Miami et création de CBG Guinée.
 - Objet : échange courrier entre M. Ramé du 01/03/2016 et la réponse du député Premat du 23/05/2016.
 - Le royaume de sociétés écrans
 - Le transfert des titres Pechiney dans Halco pour RTA.
 - La répartition actuelle de 51 % soit pour Alcoa 45 %, Rio Tinto Alcan 45 % et DADCO investissements ltd 10 %.

L'on constate que l'entité Alteo ne possède que très peu de patrimoine et d'actifs.

L'omniprésence de RTA apparaît évidente, le contenu des documents officiels, la position sur le marché, accrédite les décisions stratégiques de l'usine.

Altéo « coquille vide » peu d'actifs, sans patrimoine et aucun engagement à dépolluer, reconvertir, son rôle unique de support local apparent de RTA ?

9. L'extraction, transformation, concurrence bauxite avec la Guinée :

La convention de base qui organise encore aujourd'hui les conditions et modalités d'achats a été signée le 01/10/1963 entre le Gouvernement de Guinée et Harvey Aluminium of Delaware qui perdure à ce jour avec le contrat de fournitures à long terme du minerai énoncé dans l'acte notarié du 31/07/2012.

- Création de Halco Mining Miami et de sa filiale CBG inscrite au registre de commerce de Conakry et conforme aux Lois du Delaware.
- L'accord prévoit une clause de transformation progressive de la bauxite brute en alumine puis en aluminium et produits dérivés.
 - Pechiney construira l'aluminerie de Fria en 1966.
 - Depuis les projets existent, certains fonctionnent d'autres dans les cartons comme Global Alumine, SBG, Henan, Cobab, TBEA
- L'Inde, le Brésil, la Chine exploite les gisements pour transformation.
- Le cas de l'Australie est l'exemple type du marché à venir, 5 mines de bauxite, 7 usines d'alumine, 5 fonderies d'aluminium, 12 usines de fabrication d'alumine et 3 usines de feuilles d'aluminium.

- Au cours du symposium en Guinée du 25/04/2019 la voie a été renouvelé pour retenir une vision ayant pour objectif de passer du stade de la bauxite à l'alumine et à l'aluminium afin d'arrêter les erreurs du passé.

Décision prise en 1957, inauguration le 30/04/1960 sous l'impulsion du président Sékou Touré la répartition du capital sera de 49 % pour la Guinée et de 51 % pour les sociétés étrangères. Les relations ambiguës de la France Afrique ?

L'accès au procès-verbal de la réunion tenue à Paris les 26 et 27 octobre 2005 entre l'état guinéen et HALCO (mining) confirmerait notre analyse.

Modifications de l'actionnariat nombreuses, la Guinée conservant 49 % le prix de l'exploitation de son sol et d'e l'optimisation d'une rente.

Depuis 1973, la Compagnie de Bauxites de Guinée exploite Sangaredi jusqu'en 2038, droits exclusifs sur la concession de 579 km² d'une activité extrêmement polluante avec 5000 salariés. Le revenu de la population autour de 1\$ jour.

Il s'agit d'une filiale à 100 % dont le développement est largement financé par BNP Paribas, Société Générale et Crédit Agricole.

La CBG est née d'une alliance entre le pouvoir local 49 % et les géants de l'aluminium 51 % au sein de Halco mining de nationalité étasunienne avec Alcoa, Rio Tinto Alcan, Dadco immatriculé dans les îles Anglo normande de Guernesey chacune se répartissant par tiers équitable le signe d'une excellente entente.

Production, 18,5 millions de tonnes an dès 2019 pour un potentiel de près de 28 millions de tonnes, les réserves 5 milliards de tonnes, l'extraction du pays représente 9 % de la bauxite mondiale et détient 28 % des réserves planétaire.

Pechiney dès l'origine, n'exportera jamais de l'alumine de Fria à Gardanne.

- Accords avec Harvey Mining, construction de l'aluminerie de Fria prévu pour une production de 700 000 t. an.
- Après des difficultés elle est reprise par RUSAL qui annonce en avril 2016 : production 600 000 t., extension pour 2024 à 1050 000 tonnes.

Les contrats d'approvisionnements à long terme applicable à la filière.

A vos calculettes, hypothèse d'optimisation de 5 à 10 \$ la tonne. Vous avez en mains les motivations des choix et la préservation d'intérêts, les enjeux... dont nos autorités seraient avisées de vérifier. Il s'agit d'une chasse gardée, alors ...

Perspectives globales d'exportation plus de 20 millions de t. en développement intensif vers 30 millions de t. Gardanne ne représente qu'un million de t.

Exploitation à forte cadence pour une faible valeur marchande, exporté en vrac avec un traitement à minima nécessite des infrastructures, équipements lourds, matériel minier, voie ferrée, port en eau profonde, vraquiers de 40 à 80 000 t.

10. Reconversion et adaptation du site de l'usine :

Manque de rentabilité chronique, des coûts incompressibles dont logistique suivant contrat d'achat à long terme, un minerai peu cher moins de 10 \$.

- CAF Fos (NC8 douane) valeur de la marchandise, fret maritime depuis Kamsar/Fos, assurances soit au total 45 € la tonne.

Déchargement vraquier, stockage chez Carfos, transport ferroviaire par Euro Cargo (concurrent SNCF) .

- **Au global le coût rendu Gardanne 50/55 € à minima.**

Gardanne, son implantation se justifiait dès le début du siècle dernier, proximité des mines de bauxite du Var, fabricant de soude à la porte, eau etc.

Dès 1973 Pechiney envisageait une transformation à savoir importer l'alumine au lieu du minerai, ce qui engageait :

- Abandon du rouge avec démantèlement et dépollution des sites.
 - o Les conséquences en mer comme à terre trouvent la solution.
- L'emploi industriel de 200 postes garantie.
- Les services, recherches et développement, informatique, comptabilité, conservé localement.
- Des mesures de départ spécifiques liées à la pyramide des âges.
 - o L'industriel a souscrit depuis Pechiney des avantages retraites.

Tout est question de volonté et ce n'est qu'à ce prix que l'emploi sera préservé pour que Gardanne continue à produire des « spécialités ».

11/ Pour conclure :

Les raisons d'Etat l'emportent face au citoyen impuissant qui comprend mais n'approuve pas.

A maintes reprises nous avons alerté, sur les relations facilitatrice de notre Etat avec le pays producteur de minerai, « l'omerta » généralisée a été imposée et respecté par les médias.

- Raisons d'Etat, défense nationale, accès aux ressources, facilitation des techniques d'optimisation rien n'est inconnus de nos dirigeants.

La raffinerie de bauxite de Gardanne, une situation complexe, délicate et aux multiples facettes qui posent une question récurrente pour son avenir réel.

Les prises de décisions préventives un impératif, ne pas attendre, manque de rentabilité, vétusté, concurrence mondialisée, réglementation environnementale.

Les forces disproportionnées, deux trusts financiers (Rothschild et Rockefeller) détiendraient directement ou indirectement 70 % de la filière mondiale dont RTA.

Deux serviteurs zélés, ce qui pourrait expliquer la continuité des protections :

- M. Pompidou, DUP du 04/01/1966 autorisant la canalisation.

- M. Macron ministre des finances qui ne répondra pas à la question au Gouvernement du député C. Premat en janvier 2016 sur les conditions et modalités d'achats du minerai de bauxite

Son successeur M. Sapin 17 mois après sa réponse au JO de la République
« **secret fiscal** » Demande d'enquête sur le prix de transfert du minerai.

Un de nos avis : On noie le poison pour optimiser M. le préfet ?

S'ensuivra un échange de courriers (copies) entre le député et M. Ramé qui s'offusquait de la situation mais qui ne répondra pas.

Imposé par les coûts logistiques, le raffinage du minerai de bauxite se développe au plus près des mines.

L'export de l'alumine vers les unités de transformation à haute valeur technologique une tendance qui se renverse avec la construction en Guinée d'usines concurrentes à Gardanne dans un marché de niches.

Pechiney précurseur avait ouvert la voie dès 1966 avec l'idée de raffinerie à Fria.

Gardanne réalise un chiffre d'affaires de moins de 50 millions d'euros en France soit 20 % ce qui est peu et sans perspective de croissance à l'inverse de l'Asie.

Agir avec l'obligation de reconversion du site apparaît comme la sagesse au-delà de décisions strictement politique la seule chance de survie de Gardanne.

Je vous remercie pour avoir été au terme de votre lecture.

Michel Mazzoleni. Représentant UCL à la Commission de Suivi du Site Altéo, chargé de mission juridique, financières et économiques.

Directeur Administratif et Financier pour l'Europe du Sud Groupe Bolloré 38 ans.

Henry Augier Président d'UCL, Maître de conférences honoraire, docteur d'Etat
Professeur honoraire à l'École Nationale des Travaux Publics de l'État.

Ex-directeur du laboratoire de biologie marine fondamentale et appliquée et du Centre d'Etudes, de Recherches et d'Informations sur la Mer (CERIMER) à la Faculté des sciences de Marseille-Luminy.

Ex Conseiller scientifique au Parc National de Port-Cros. Ex Conseiller scientifique au Conseil de l'Europe à Strasbourg. Expert international consultant. Plongeur professionnel breveté d'hyperbarie. Lanceur d'alertes et auteur de nombreux ouvrages grand public sur notre environnement notamment le dernier « le Livre Noir des Boues Rouges. »

Michel Mazzoleni. UCL.

Simiane Collongue le 02/12/2019.